

## Tendances conjoncturelles

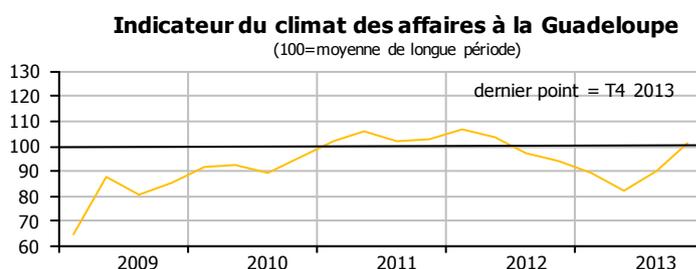
### 4<sup>e</sup> trimestre 2013

#### LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE À LA GUADELOUPE

##### La reprise est fragile

L'indicateur du climat des affaires (ICA) progresse significativement au quatrième trimestre 2013, confirmant le redressement amorcé au trimestre précédent.

Il s'améliore de 10,8 points par rapport au troisième trimestre et se situe à sa moyenne de longue période.



Source : Enquête de conjoncture IEDOM

Cette progression s'explique principalement par les anticipations positives des chefs d'entreprise pour le trimestre à venir, en particulier en termes d'activité. L'orientation moins défavorable de la trésorerie en fin d'année y contribue également de manière importante.

Ce redressement du climat des affaires reste néanmoins insuffisant pour impacter sensiblement la demande intérieure. L'investissement des entreprises recule, pénalisé par l'absence de visibilité et de perspectives à moyen terme. La consommation des ménages ne progresse que faiblement en dépit d'une inflation toujours contenue. La demande d'emploi reste élevée. Conséquence de l'atonie de la demande intérieure, les échanges commerciaux se contractent.

Au quatrième trimestre, l'activité reste favorablement orientée à l'exception du secteur du bâtiment et des travaux publics dont le courant d'affaires s'inscrit en baisse. Selon les réponses des chefs d'entreprise, l'embellie pourrait se confirmer. Néanmoins, cet optimisme serait à nuancer, cette enquête ayant été réalisé début janvier avant la grève des gérants de station-services.

##### VERS UNE AMÉLIORATION DE LA CONJONCTURE RÉGIONALE EN 2014 ?

Selon l'ONU, la croissance caribéenne progresse de 2,4 % en 2013, un rythme toutefois inférieur à celui des deux dernières années. En 2014, la reprise progressive amorcée dans les économies développées devrait permettre de stimuler le secteur du tourisme et de favoriser indirectement la reprise dans les autres secteurs de l'économie. Selon l'ONU, la croissance globale du PIB de la région devrait atteindre 3,3 % en 2014.

Les performances des îles de la Caraïbe sont néanmoins hétérogènes. A la **Barbade**, la fréquentation touristique est orientée à la baisse. Ainsi, en données cumulées à fin décembre, le nombre de visiteurs est en repli de 2,2 % sur un an et la croissance du PIB ne ressort qu'à +0,2 % (+0,7 % en 2012). Les prévisions de croissance pour 2014 sont en hausse (+1,0 %).

En **Jamaïque**, la croissance est également réduite (+0,2 % en 2013) sous l'effet de l'ajustement fiscal, de la faiblesse de la demande intérieure et du remboursement de la dette. Toutefois, les prévisions pour 2014 semblent plus favorables, avec une progression du PIB estimée à 1,2 %.

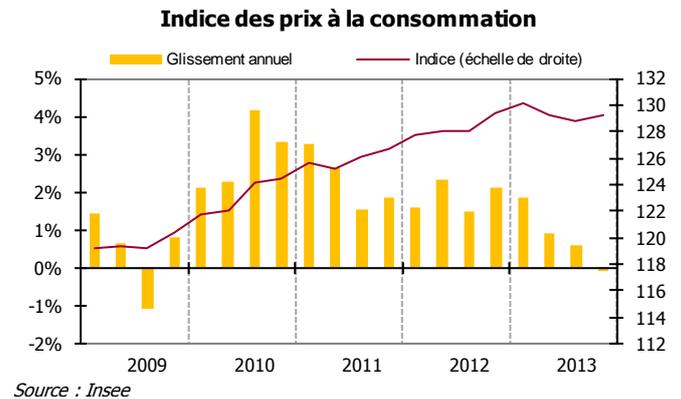
Au final, la croissance de la zone caraïbe en 2014 devrait être principalement soutenue par celle de la **République dominicaine** (+2,5 % en 2014, contre +2,5 % en 2013) et celle d'**Haïti** (+3,5 % en 2014, contre +2,8 % en 2013).

Source : ONU

## L'inflation est contenue

À fin décembre, l'indice des prix à la consommation enregistre une légère hausse en variation trimestrielle (+0,4 %), après -0,4 % au trimestre précédent. Cette évolution s'explique essentiellement par la hausse des prix des services (+1,9 %), les autres postes enregistrant une baisse sur le trimestre : énergie (-3,2 %), alimentation (-0,3 %) et produits manufacturés (-0,1 %).

En glissement annuel, l'inflation est stable (0 %). Au niveau national, elle est de +0,7 % sur un an.

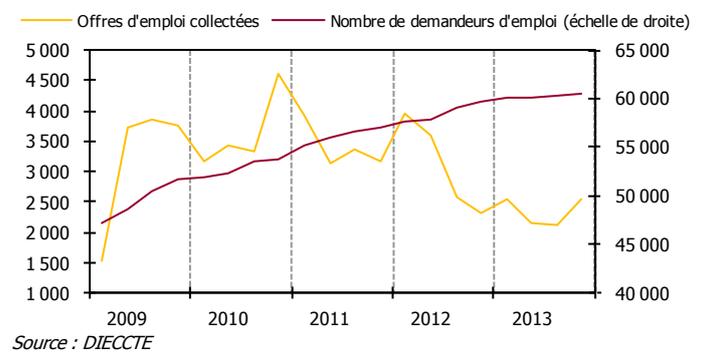


## Le marché de l'emploi se stabilise à un niveau élevé

Au quatrième trimestre, le nombre de demandeurs d'emploi (DEFM catégorie A) reste toujours élevé. Pôle Emploi enregistre 60 570 inscrits à fin décembre, soit une croissance trimestrielle de +0,3 % (CVS) après +0,5 % (CVS) à fin septembre. En particulier, le nombre de personnes âgées de plus de 50 ans inscrites à Pôle Emploi continue de croître sur le trimestre (+ 3,9 %). Sur un an, le rythme de croissance des DEFM A ralentit progressivement à +1,4 % à fin décembre (après +2,3 % à fin septembre et +4,0 % en juin). En comparaison, il est inférieur à celui observé au plan national (+5,4 % sur un an).

Les offres d'emploi collectées par Pôle Emploi affichent pour leur part une hausse sensible (+21,3 % sur le trimestre ; +10,3 % sur un an) après deux trimestres de baisse consécutive. Les deux grands types d'offres d'emploi contribuant à cette augmentation sont les offres d'emploi temporaires (moins de 6 mois, +31,8 %) et les offres d'emploi durables (6 mois ou plus, +13,8 %).

### Demandeurs d'emploi DEFM A et offres d'emploi collectées (données CVS)



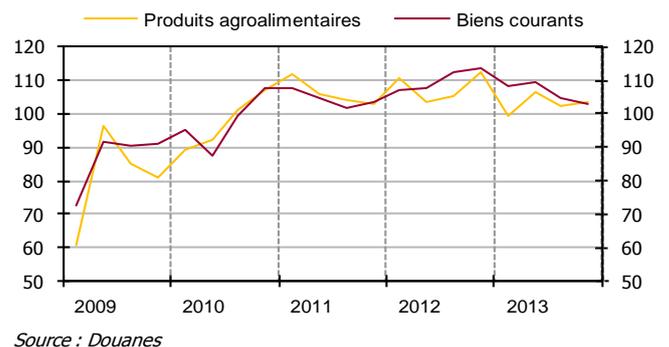
## La consommation des ménages reste faible

La consommation des ménages reste faible en fin d'année en dépit de quelques signes d'éclaircie.

Les chefs d'entreprise du secteur du commerce font état d'un quatrième trimestre plutôt favorable en termes d'activité.

Les importations de produits agroalimentaires progressent (+1,1 % en variation trimestriel, CVS) mais cette évolution n'efface pas la dégradation du trimestre précédent (-3,5 %, CVS). Par ailleurs, les importations de biens de consommation courante et celles de biens d'équipement du foyer continue de reculer (respectivement -1,5 % et -1,1%, CVS). Le rythme d'évolution annuelle reste négatif pour l'ensemble des principaux postes de produits.

### Importations de biens destinés aux ménages (CVS, en millions d'euros)



L'encours des crédits à la consommation des ménages progresse légèrement sur le trimestre (+0,7 %) et est quasi stable sur un an (-0,1 %).

Quelques indicateurs de vulnérabilité des ménages s'améliorent dans le même temps indiquant un assainissement de la situation financière des ménages. Le nombre de personnes physiques en interdiction bancaire (20 478) poursuit sa lente diminution (-1,8 % après -0,9 % au trimestre précédent). Le nombre de dossiers de surendettement déposés se stabilise. Les incidents de paiement par chèque diminuent de 2,2 % sur le trimestre et sont à leur plus bas niveau depuis 2009. En revanche, une augmentation significative des retraits de cartes bancaire est observée (+14,5 % en variation trimestrielle).

## L'investissement est en baisse

Au quatrième trimestre, les prévisions d'investissement à un an stagnent en raison du manque de visibilité des chefs d'entreprise.

Les importations de biens intermédiaires reculent sur le trimestre (-4 % CVS). Le repli est plus marqué pour les importations de biens d'équipement des entreprises (-16,2 %, CVS) qui restent toutefois plus élevées par rapport au quatrième trimestre 2012 (+3 %, CVS). L'encours des crédits d'investissement progressent de +3,1 % sur le trimestre et +0,9 % sur un an.

Parallèlement, la situation financière des entreprises continue de s'assainir. Les incidents de paiement sur effets de commerce poursuivent leur recul tant en nombre (-5,7 %) qu'en montant (-9,6 %). Le nombre de personnes morales en interdiction bancaire affiche une légère baisse sur le trimestre (-1,8 %).

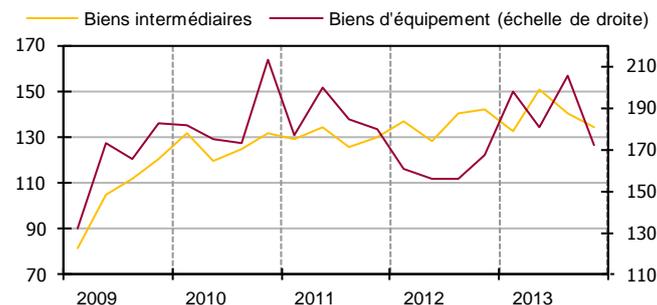
## Les échanges commerciaux se replient

Les échanges commerciaux se sont contractés au quatrième trimestre. Les importations et les exportations se situent désormais en dessous de leur niveau du début d'année 2013.

Conséquence de l'atonie de la demande intérieure, les importations fléchissent de 6,6 % sur le trimestre et de 5,5 % sur un an (CVS).

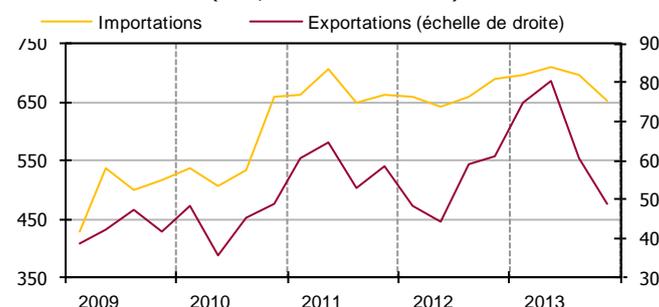
Les exportations enregistrent une nouvelle baisse trimestrielle de 19,7 % après -24,5 % au trimestre précédent (CVS), impactées par la diminution des réexportations de produits pétroliers.

### Importations de biens destinés aux entreprises (CVS, en millions d'euros)



Source : Douanes

### Échanges commerciaux (CVS, en millions d'euros)



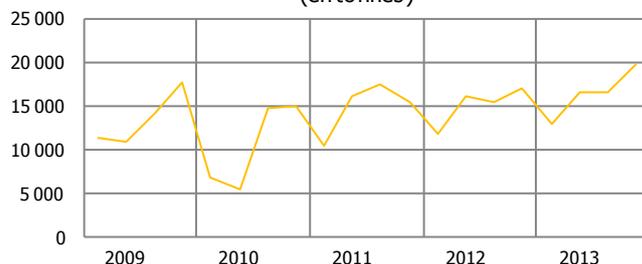
Source : Douanes

## LE TOURISME EST BIEN ORIENTÉ MAIS LE BTP RESTE EN SOUFFRANCE

Selon les résultats de l'enquête de conjoncture, l'activité reste favorablement orientée au quatrième trimestre 2013 contrairement à ce que les professionnels avaient anticipé. Si la plupart des soldes de gestion (trésorerie, prix, investissements, effectifs) sont mal orientés, la trésorerie et les charges se dégradent moins. Interrogés début janvier dans le cadre de l'enquête de conjoncture de l'IEDOM, les chefs d'entreprise faisaient part de leur optimisme sur la poursuite de cette embellie.

Les professionnels du secteur **primaire** et de **l'agro-alimentaire** jugent l'activité légèrement en retrait à fin décembre mais les prévisions pour le début d'année 2014 sont optimistes. Les exportations de produits agricoles affichent une progression de 4,3 % sur le trimestre et de 12 % sur un an (CVS), tirées par la forte hausse des exportations de bananes (+18,9 % sur le trimestre et +16,3 % sur un an). Les exportations de rhum agricole progressent significativement en variation trimestrielle (+69,9 %). La hausse est moins marquée sur un an mais reste dynamique (+10,2 %). En revanche, les exportations de rhum industriel enregistrent une baisse (-14,9 % en variation trimestrielle).

### Exportations de bananes (en tonnes)



Source : DIECCTE

Dans les **industries manufacturières** (hors industries agro-alimentaires), l'activité s'améliore mais les prévisions des chefs d'entreprise pour le premier trimestre 2014 sont majoritairement négatives. L'ensemble des soldes de gestion se dégradent.

L'activité dans le secteur du **commerce** est en hausse pour le deuxième trimestre consécutif et les prévisions des professionnels sont bien orientées pour le début d'année. Le marché automobile termine l'année par un rebond : 5 221 véhicules neufs ont été immatriculés, soit une hausse de 43,5 % sur le trimestre ; la tendance sur un an reste cependant négative (-7,8 %).

L'activité dans le secteur du **bâtiment et des travaux publics (BTP)** a été plus faible qu'escomptée selon les professionnels du secteur. Les ventes de ciment sur le marché local repartent à la baisse (-5,8 %, données brutes). En cumul depuis le début de l'année, 219 589 tonnes de ciment ont été vendues sur le marché local, contre 232 425 tonnes en 2012, soit 5,5 % de moins que l'année dernière. Le nombre de logements autorisés diminue de 20,8 % sur le trimestre et de 30,9 % sur un an. Le déficit annuel s'établit à 360 logements. Les effectifs du BTP fléchissent de 2,3 % sur le trimestre. Depuis 2009, le secteur a perdu 2 665 salariés.

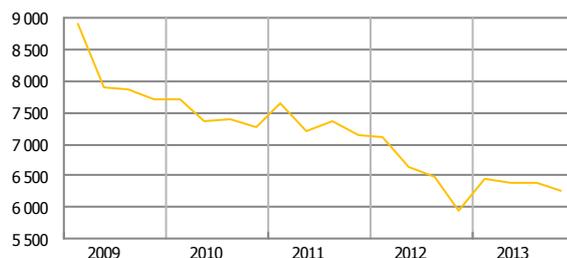
Dans le secteur des **services marchands**, l'activité enregistre une forte hausse et les prévisions des chefs d'entreprises sont positives. Les effectifs continuent de progresser, mais la trésorerie, les charges ainsi que les délais de paiement restent dégradés.

L'activité dans le secteur du **tourisme** est bien orientée. Le nombre de passagers (hors transit) à l'aéroport Pôle Caraïbes progresse de 2,3 % sur le trimestre et de 9,6 % sur un an (CVS). Le taux d'occupation des hôtels en octobre 2013 est de 49 %. Il est supérieur de 5 points à celui d'octobre 2012. Un allongement de la durée moyenne de séjour est observé par rapport à l'année dernière (3,2 en octobre 2013 contre 2,6 en octobre 2012) ainsi qu'une augmentation du nombre de nuitées.

La saison des croisières 2013-2014 qui a débuté en octobre s'annonce prometteuse avec notamment le retour de deux navires de croisière de la compagnie Costa au mois de décembre.

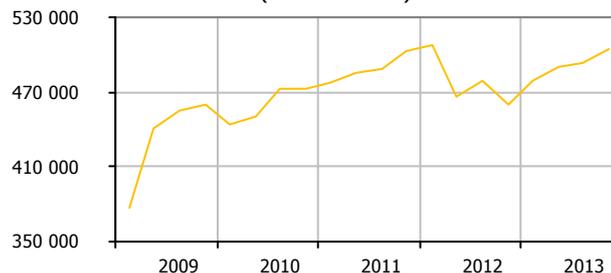
Depuis le début de la saison, 43 364 croisiéristes ont été accueillis, un chiffre en augmentation de 9,8 % par rapport à la même période de la saison précédente, qui avait déjà été jugée satisfaisante par les professionnels.

**Effectifs salariés du BTP**



Source : Caisse des congés payés du BTP

**Trafic de passagers hors transit (données CVS)**



Source : Aéroport Pôle Caraïbe, CVS Iedom

## ÉCONOMIE MONDIALE : UNE REPRISE TOUJOURS FRAGILE

La croissance mondiale se renforce au cours du deuxième semestre 2013, le Fonds monétaire international (FMI) révisant à la hausse sa projection sur l'année à 3 %. Le rebond des exportations est le principal moteur de la reprise dans les pays émergents alors que, dans les économies avancées, l'accélération de la croissance est due essentiellement à l'augmentation des stocks. Cependant, en dépit de ce début d'éclaircie, la situation de l'économie mondiale n'est pas exempte de fragilités ni de risques, en raison notamment de la sous-utilisation des capacités de production dans les pays avancés et de la faiblesse de la demande intérieure dans les pays émergents. La croissance mondiale devrait s'accroître légèrement en 2014 et atteindre 3,7 % selon le FMI.

Selon une première estimation, l'économie américaine croîtrait de 0,8 % au quatrième trimestre. Sur l'ensemble de l'année 2013, la croissance atteint 1,9 %, soit un rythme plus faible qu'en 2012 (+2,8 %). L'activité est tirée principalement par la consommation des ménages, qui contribue pour 2,3 points à la croissance et, dans une moindre mesure, par le commerce extérieur, grâce à une progression plus rapide des exportations que celle des importations. Sur la même période, le PIB américain ralentit du fait du recul des dépenses fédérales (-12,6 %).

Au quatrième trimestre, le PIB de la zone euro croît de 0,3 % (après +0,1 % au trimestre précédent). Il s'agit du meilleur chiffre depuis le deuxième trimestre 2011. Sur l'ensemble de l'année, le PIB se contracte néanmoins de 0,4 %. La reprise modérée en fin d'année s'appuie en grande partie sur les exportations, notamment allemandes, tandis que la consommation privée est atone. Le FMI table sur une croissance moyenne de 1 % pour la zone euro en 2014.

Stable au troisième trimestre, le PIB de la France progresse de 0,3 % au quatrième trimestre, la croissance s'inscrivant à 0,3 % en 2013. Le PIB retrouve ainsi son niveau d'avant la crise de 2008. Cette hausse est imputable notamment à la consommation des ménages, au commerce extérieur et aux investissements qui rebondissent après sept trimestres consécutifs de baisse (+0,6 % après -0,3 %).

D'après les projections du FMI, la croissance des pays émergents et des pays en développement atteindrait 4,7 % en 2013. La croissance chinoise rebondit au second semestre grâce à l'accélération de l'investissement. Parallèlement, elle suit le même mouvement en Inde, en raison notamment d'une plus forte progression des exportations. Toutefois, les retraits de capitaux et la volatilité des changes pourraient s'accroître dans certains pays émergents en 2014.

Les ministres des Finances et les gouverneurs de banques centrales du G20, réunis à Sydney les 22 et 23 février, ont convenu de « développer des politiques ambitieuses mais réalistes » dans un but d'accroissement collectif de la croissance et ce afin d'accélérer la sortie de crise. Les banques centrales « maintiennent leur engagement que les décisions de politique monétaire continueront à être soigneusement calibrées et clairement communiquées, dans le cadre de l'échange continu d'informations et en étant conscients de leurs impacts sur l'économie mondiale. »

Sources : FMI, INSEE, Eurostat, U.S. Department of Commerce, G20

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)

Directeur de la publication : Nicolas de SEZE – Responsable de la rédaction : Jean-Marie PAUGAM

Editeur et imprimeur : IEDOM

Achévé d'imprimer : mars 2014 - Dépôt légal : mars 2014 – ISSN 1952-9619